

POUR UN 1^{er} MAI DE LUTTE qui ne devra pas être sans lendemain

Rappels historiques :

1^{er} mai 1886 : Ce samedi à Chicago, un mouvement revendicatif pour une journée de 8 heures est lancé par les syndicats américains. Une grève, suivie par 400 000 salariés, paralyse de nombreuses usines. Le mouvement se poursuit et, le 4 mai, la manifestation tourne à l'affrontement. Bilan : une dizaine de morts. S'en suivra la condamnation à mort de cinq anarchistes.

20 juin 1889 : le congrès de la II^{ème} Internationale socialiste réuni à Paris décide de faire du 1^{er} mai un jour de lutte à travers tout le monde avec pour objectif la journée de 8 heures. Cette date est choisie en mémoire du mouvement du 1^{er} mai 1886 de Chicago.

En 1891 à Fourmies dans le nord de la France, le 1^{er} mai fût sanglant avec 10 morts et plusieurs blessés.

24 avril 1941 : le 1^{er} mai est officiellement désigné comme la « Fête du Travail » par le gouvernement de Vichy qui espérait rallier les ouvriers. Le jour devient chômé.

Avril 1947 : la mesure est reprise par le gouvernement issu de la Libération. Celui-ci fait du 1^{er} mai un jour férié et payé.

Aujourd'hui, chacun considère le 1^{er} mai comme la Fête du Travail alors que c'est une journée internationale de lutte contre toutes les exploitations. C'est le seul jour obligatoirement chômé et payé.

Et maintenant :

L'année 2009 a commencé par un mouvement unitaire initié par 8 organisations syndicales ; CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE/CGC, FSU, UNSA et Solidaires avec une déclaration unitaire du 05 janvier 2009. Deux journées d'action et de mobilisation ont eu lieu ; le jeudi 29 janvier et le jeudi 19 mars 2009. Ces deux journées ont permis de mesurer la réalité de l'exaspération des travailleurs.

Mais depuis la situation ne fait malheureusement que s'aggraver jour après jour. Le nombre des licenciements ne cesse de croître, le pouvoir d'achat de tous les Français ne cesse de diminuer. L'accès aux soins, au logement devient de plus en plus difficile. Les services publics sont attaqués (santé, éducation, la Poste,...).

Dans le même temps les patrons continuent de toucher des millions d'€ comme si rien ne se passait.

Aujourd'hui, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est concerné.

-Depuis douze semaines, de nombreuses facultés sont occupées.

-De nombreuses entreprises sont en grève ; Caterpillar, Mollex, Bosch, Continental ... (pour ne citer que les plus médiatisées) touchées par des plans sociaux.,

Là encore, la radicalisation des actions menées témoigne de l'exaspération des travailleurs. Mais, la crise n'est pas encore terminée. Combien d'entreprises viendront grossir la liste ? Faut-il continuer à rester spectateur ou doit-on s'organiser pour riposter collectivement ?

Le succès de la mobilisation pour les journées du 29/01 et 19/03 n'est plus à démontrer.

Faudra-t-il encore attendre deux mois pour une prochaine journée de mobilisation et d'actions unitaire ?

En attendant, combien de plans sociaux se seront mis en place ? Quel sera le nombre de chômeurs ? Combien de familles en plus seront condamnées à vivre en dessous du seuil de pauvreté ? Jusqu'à quand faudra-t'il attendre pour un libre accès pour tous à la santé et à l'éducation ? ...

Nous devons imposer cinq mesures d'urgence :

*Arrêt des licenciements, indemnisation à 100% du chômage partiel, réduction du temps de travail sans perte de salaire.

*Augmentation générale des salaires, des pensions, du SMIC et des minima sociaux.

*Pour les services publics, il faut des moyens supplémentaires, l'arrêt des suppressions d'emploi et de nouvelles orientations, pour que les droits fondamentaux soient accessibles à toute la population :
emploi, santé, éducation, transport, communication,...

*En finir avec la fiscalité qui favorise les riches : suppression du bouclier fiscal, du paquet fiscal, de la Défisicalisation des heures supplémentaires, et abaissement de la TVA sur les produits de première nécessité.

*Un statut pour tous les salarié-e-s qui garantisse la pérennité des droits, notamment du salaire, tout au long de la carrière.

**Nous n'avons pas à payer leur crise et pourtant, depuis le début de l'année 2009,
c'est la classe ouvrière qui paye un lourd tribut.**

Pour que cela cesse, une seule solution : la grève générale.

Le 1^{er} mai 1886 doit servir de référence. Pour obtenir satisfaction, plus de 400 000 travailleurs américains se sont mis en grève pour revendiquer la journée de 8 heures.

La crise que nous connaissons et subissons actuellement révèle très clairement les injustices et les inégalités subies par une grande partie de la société (étudiants, travailleurs, chômeurs et retraités). Les syndicats institutionnels tremblent devant la mobilisation car ils craignent de ne plus contenir cette colère légitime qui monte. Une solidarité sans faille doit s'exercer pour tous les types d'actions définis par les travailleurs eux-mêmes.

**Solidaires 33 participera à la manifestation de Bordeaux
pour appeler à la grève générale.
Public-Privé, Etudiants-Travailleurs,**

**C'est sur ces bases que Solidaires 33
appelle à la manifestation du 1^{er} Mai 2009
à partir de 9 heures 30' - Place de la République à Bordeaux.
Notre regroupement se fera à l'angle du Cours d'Albret
et de la rue des Frères Bonie.**

Tél./ Fax : 05 56 44 68 66

solidaires33@wanadoo.fr

<http://www.solidaires33.fr>